

**RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE
DÉTAILLÉ DE LA SÉRIE Q**

ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE

(1751-1998)



Introduction

Identification

Intitulé : Assistance et prévoyance

Dates : 1751-1998

Niveau de description : série

Importance matérielle : 5,18 mètres linéaires

Contexte

Nom du producteur : Ville d'Armentières

Modalités d'entrées : Versements successifs des services municipaux de la ville d'Armentières.

Contenu

Présentation du contenu : La série Q comporte tous les documents relatifs à l'assistance aux malades et nécessiteux, à la prévoyance et à la prévention contre les risques médicaux et sociaux. On y trouve les dossiers de mise en place d'aides par la ville d'Armentières ainsi que les dossiers des relations de la ville avec les diverses institutions de santé et d'assistance.

L'hôpital

En 1504, la congrégation des Sœurs-Grises installe un hôpital face à l'église Saint-Vaast. En 1560, la congrégation des Sœurs Bleuettes fonde l'hôpital Sainte-Catherine au niveau du pont de Flandres (aujourd'hui place du Marché aux Toiles). D'abord construits pour offrir asile aux pèlerins et voyageurs, ils deviennent ensuite des hôpitaux où sont accueillis des vieillards, des infirmes, des orphelins. Les conditions d'accueil et d'hygiène y sont déplorables : plusieurs blessés par lits, chirurgie sans anesthésie... Pendant la Révolution, les sœurs sont chassées de l'hôpital Sainte-Catherine qui est désaffecté. A l'hospice de la place Saint-Vaast, les religieuses prêtent serment sur la Constitution et peuvent donc rester pour assurer le soins des malades et nécessiteux. Au XIXème siècle, les soins sont élargis aux malades payants et non plus seulement aux indigents qui bénéficient de la gratuité. Les religieuses sont remplacées par des médecins. En 1882, l'hôpital est transféré rue Sadi Carnot dans un nouveau bâtiment plus moderne. Aujourd'hui, il est devenu le centre hospitalier d'Armentières et se situe toujours au même emplacement. Il a été reconstruit et rénové dans les années 1990.

L'asile

En 1614, la congrégation des frères du tiers ordre de Saint-François, aussi appelés Bons Fils, installe un asile rue d'Arras (aujourd'hui rue de Lille) pour les gens atteints de « démence, furie ou inconduite ». L'établissement, dénommé « maison forte », s'apparente à une prison : 150 individus y sont détenus et internés. Pendant la Révolution, contrairement aux autres communautés religieuses, les Bons Fils ne sont pas expulsés car personne n'a envie de les remplacer dans cette

mission. Au début du XIX^{ème} siècle, l'asile devient laïc et est agrandi. Face à l'augmentation du nombre de malades, il déménage en 1868 sur un vaste terrain rue de Roubaix (aujourd'hui rue du Général Leclerc). L'établissement comprend alors 14 pavillons où 700 aliénés sont internés. C'est une petite ville dans la ville, avec des murs élevés pour éviter les évasions. Il fonctionne de manière autonome avec ses serres, ses champs, sa brasserie et sa boulangerie. En 1937, l'asile devient hôpital psychiatrique, les gardiens sont progressivement remplacés par des infirmiers pour apporter des soins aux malades. En 1991, il devient établissement public de santé mentale avec pour mission la prise en charge des patients de la métropole lilloise souffrant de troubles de santé mentale, mission qu'il exerce toujours aujourd'hui. Les archives historiques de l'hôpital psychiatrique sont conservées aux archives départementales du Nord.

Le bureau de bienfaisance

Les bureaux de bienfaisance sont créés dans les communes à la Révolution. A Armentières, le bureau est installé dans une partie de l'hôpital de la place Saint-Vaast avec pour mission la distribution de secours en nature (pain, viande, vêtements, combustibles) pour les ménages les plus défavorisés. Lorsque l'hôpital déménage en 1882, le bureau de bienfaisance reste dans l'ancien bâtiment. On y installe un four à pain pour fabriquer et distribuer le pain aux indigents et ouvriers de la ville. Un service de santé est également créé pour effectuer des soins à domicile et ainsi alléger le travail de l'hôpital. Après la Seconde Guerre mondiale, avec la pénurie de charbon, un chauffage y est installé pour permettre aux anciens de se chauffer. On y distribue du café et de la soupe et on y joue aux dés et aux cartes, c'est un lieu de convivialité. La boulangerie ferme en 1968 et le dernier chauffage d'Armentières ferme en 1983. Le bureau de bienfaisance devient le Centre Communal d'action sociale et exerce toujours ses missions d'aide et d'accompagnement des personnes âgées, handicapées, des familles en difficultés et lutte contre les exclusions. Il a déménagé rue Paul Bert. Les archives du bureau de bienfaisance sont conservées au CCAS (voir inventaire en annexes).

La Goutte de Lait

En 1919, le docteur Choquet, médecin armentierois, fonde l'œuvre de la Goutte de Lait pour venir en aide aux mères de famille après la guerre. Elle s'installe dans la maison Mahieu, rue des Jésuites (rue Jean Jaurès). Aujourd'hui, l'établissement accueille la Protection Maternelle et Infantile et poursuit sa mission d'aide et d'accompagnement des mères et des enfants.

Mode de classement : Le cadre de classement est tiré de l'arrêté du 31 décembre 1926 relatif aux archives modernes des communes.

Conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès : Ce fonds est en consultation libre et reproductible selon les articles L213-1 et L213-2 du Code du patrimoine relatifs aux archives publics et par l'article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Contrôle de la description :

Notes de l'archiviste : Ce répertoire a été composé par Frédérique Willems, agent des archives. Il a été réalisé à partir d'un ancien inventaire sommaire. La cotation a été modifiée et remise aux normes suivant la cadre de classement des communes de 1926.

Date de la description : 2021

Sommaire

1 Q – Bureaux de bienfaisance, secours d’urgence.....	p. 5
2 Q – Œuvres charitables.....	p. 7
3 Q – Établissements hospitaliers, hospitalisation.....	p. 8
4 Q – Institutions diverses.....	p. 10
5 Q – Application des lois d’assistance et de prévoyance.....	p. 11

Répertoire numérique détaillé

1 Q – Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence

Bureau de bienfaisance

- 1 Q 1 Bureau de bienfaisance, hospice civil, centre communal d'action sociale (CCAS), (rue des Glattignies, rue des Rotours, rue Kennedy). - Administration : inventaire général des biens (1855), attestation de legs, correspondance, justificatifs des comptes, copies de délibérations.
NB : voir également la sous-série 3 Q – hospice civil puisque l'hospice et le bureau de bienfaisance étaient installés dans le même bâtiment (hôpital des Soeurs-Grisés face à l'église Saint-Vaast).

Secours d'urgence

- 1 Q 2 Inondations. - Aide aux sinistrés : correspondance. 1841-1910
- 1 Q 3 Évènements calamiteux, solidarité armentièreoise. - Organisation, coordination : liste des membres, compte-rendu de réunions, correspondance, subventions, livrets de comptes, comité cantonal de soutien aux réfugiés du Sud-Est Asiatique (1980-1993). 1943-1993
- 1 Q 4 Évènements calamiteux, solidarité armentièreoise. - Assistance, organisation : demandes de subventions exceptionnelles, demandes de dons. 1958-1990
NB : concerne les évènements suivants : inondations du Gard 1958, cyclone de Madagascar 1959, catastrophe de Fréjus 1959, sinistrés d'Agadir 1960, inondation du centre de la France 1960, ouragan en Martinique 1963, inondation Terres de la Motte Armentières 1966, tornade Cambrésis et Avesnois 1967, typhon Pakistan Oriental 1970, inondation à Morlaix 1974, orage région de Saint Omer 1975, séisme Guatémala et région d'Ugine (Italie) 1976, tempêtes 1983 et 1990 sinistres à Armentières, dommages subis par les agriculteurs suite à la période de gel 1985, nids de guêpes 1986, cyclone en Guadeloupe 1989, aide à la Roumanie 1989, incendie Ets Sion rue Raymond Lys 1990.

Indigents

- 1 Q 5 Mendicité, subsistance des pauvres : demandes de secours, listes des secours, instructions. 1781-An VIII
NB : une délibération sur la manière de reconnaître les vrais pauvres de la ville : ils porteront une médaille en cuivre sur laquelle sera gravée la lettre P pour marque de pauvreté.
NB : quelques courriers sur l'administration des hospices.

1 Q 6

Indigents : listes des bénéficiaires de l'assistance obligatoire.

1922-1931

2 Q– Œuvres charitables

2 Q 1	Soupes populaires, repas populaires. - Création, fonctionnement : livrets d’instruction sur les soupes économiques, liste des bénéficiaires, comptabilité, correspondance, rapport.	1812-1945
-------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

3 Q – Établissements hospitaliers, hospitalisation

Hôpital et hospice

- 3 Q 1 Hospice civil (place Saint-Vaast). - Administration : relevé des ventes et locations de biens appartenant aux hospices, baux, dons et legs, démolition, affaires diverses. 1790-An VIII
- 3 Q 2 Hospice civil (place Saint-Vaast). - Comptabilité : mémoires de fournisseurs, instructions, délibérations, listes, état des livraisons. An V
- 3 Q 3 Hospice civil (place Saint-Vaast) puis hôpital (rue Sadi Carnot). - Administration, gestion foncière : expropriations, travaux, plans, presse (1809-1927), comptes rendus de la commission des hospices (An XI-1861), correspondance, délibérations, liste de résidents, comptabilité (1919-1959). An XI-1959

Asile et hôpital psychiatrique

- 3 Q 4 Asile, maison des Bons Fils (rue d'Arras/rue de Lille). - Administration : procès verbaux de visite, demandes de renseignements, requêtes. 1751-An VIII
- 3 Q 5 Asile d'aliénés (rue d'Arras puis rue de Roubaix). - Administration : actes administratifs de placement, liste des effectifs, correspondance. An IX-1873
- 3 Q 6-9 Asile d'aliénés (rue d'Arras puis rue de Roubaix). - Hospitalisation : dossiers nominatifs. 1775-1871
NB : classement alphabétique au nom de famille, inventaire nominatif complet pour l'ensemble des boîtes en 3 Q 6.
- 3 Q 6 De A à C. 1804-1860
- 3 Q 7 D. 1775-1870
- 3 Q 8 De E à L. 1800-1860
- 3 Q 9 De M à W. 1802-1871
- 3 Q 10-18 Hôpital psychiatrique (rue de Roubaix, rue du Général Leclerc). 1935-1994
- 3 Q 10-12 Fonctionnement : comptes rendus de réunions, rapports administratifs et médicaux, procès verbal de commission administrative, comptabilité, correspondance, devis, plan de construction d'atelier, budget, circulaire, livre « 350ème anniversaire de la fondation » (1964). 1935-1994

	3 Q 10	1935-1959.	
	3 Q 11	1960-1961.	
	3 Q 12	1962-1994.	
3 Q 13	Hospitalisation : arrêtés de placement volontaire à la demande d'un tiers.		1942-1959
3 Q 14	Hospitalisation : arrêtés de placement d'office accompagné, suivi administratif.		1965-1992
3 Q 15-16	Hospitalisation : dossier nominatif, procès-verbal d'admission, certificat médical.		1951-1968
	3 Q 15	De A à H.	
	3 Q 16	De J à Z.	
3 Q 17-18	Hospitalisation : dossier nominatif, procès-verbal d'admission, certificat médical.		1946-1958
	3 Q 17	De A à D.	
	3 Q 18	De E à Z.	

Sourds-muets, aveugles, Quinze-Vingt

3 Q 19	Bourses d'études sourds-muets, aveugles, Quinze-vingts : délibérations municipales, correspondance préfecture, liste élèves.	1851-1880
--------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

4 Q – Institutions diverses

Croix-Rouge

4 Q 1 Création, organisation de la Croix-Rouge de France et du Nord de la France : liste des demandes d'engagements, correspondance. 1940-1952

Caisse d'épargne

4 Q 2-3 Fonctionnement : situations trimestrielles, résumé des opérations, délibérations du conseil municipal, correspondance, factures, tableaux annuels récapitulatifs, affiche, composition du comité, livret rapport Caisse d'épargne, livret règlement Caisse de retraite des fonctionnaires et employés ville de Lille et Tourcoing, guide du déposant caisse de retraite pour la vieillesse. 1834-1878

4 Q 2 1834-1861.

4 Q 3 1862-1878.

Foyer restaurant, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny

4 Q 4 Fonctionnement : tarifs de repas et de location de salle, repas à domicile pour personnes âgées, convention de servitude. 1976-1990

4 Q 5 Gestion du personnel, achat de matériel : correspondance, listes, documentation, contrats d'entretien du matériel. 1970-1981

4 Q 6 Menus, économat. 1973, 1988

4 Q 7 Carnets de consommation journalière. 1973, 1978, 1983

Jardins familiaux, jardins ouvriers

4 Q 8 Création : documentation. 1983-1990

5 Q – Application des lois d'assistance et de prévoyance

5 Q 1 Assistance : extrait des actes préfectoraux, arrêtés préfectoraux et municipaux, administration, comptabilité, correspondance, liste des bénéficiaires. An IX-1867

Retraites et pensions civiles et militaires

5 Q 2 Pension militaire : dossiers d'instance, livrets de bénéficiaire, circulaires préfectorales, correspondance. 1921-1955

Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables

5 Q 3 Listes statistiques. 1907-1953

5 Q 4 Commission centrale d'attribution : comptes rendus, correspondance, notifications de rejets ou d'attribution, demandes de justificatifs. 1933-1955

5 Q 5-5 Q 8 Demandes d'assistance : dossiers individuels avec pièces justificatives. (classement par ordre alphabétique) 1944

5 Q 5 De A à De.

5 Q 6 De Dh à G.

5 Q 7 De H à Q.

5 Q 8 De R à Z.

Assistance aux tuberculeux

5 Q 9-12 Comité local de préservation antituberculeuse. - Fonctionnement : listes des personnalités et des commerçants participants, récoltes de fonds servant à la campagne anti-tuberculeux, vente de timbres au profit de la campagne, correspondance, comptabilité, livret de lancement de la 1^{ère} campagne, affiches, partition chanson « guerre à la tuberculose », coupure de presse, carte recensant les dispensaires, diplôme. 1927-1982

5 Q 9 1927-1948.

5 Q 10 1949-1957.

5 Q 11 1958-1972.

5 Q 12 1973-1982.

Protection du premier âge et de l'enfance, assistance aux femmes en couches, crèches, goutte de lait, pouponnières, consultations de nourrissons

5 Q 13	Protection maternelle et infantile (PMI). - Fonctionnement : correspondance, organisation de la « Semaine Nationale de l'enfance », comptabilité, consultation de nourrissons (1935-1947), dossier d'aménagement de locaux rue des Rotours (1950), dossiers d'organisation des consultations et fêtes annuelles (1952-1963), circulaires préfecture, compte-rendus d'activité, indemnités du personnel, liste des familles (1948-1951), changement de local (1974).	1929-1974
5 Q 14	Crèche et mini-crèche municipales, halte-garderie, protection maternelle et infantile (PMI). - Création, fonctionnement : règlement intérieur, tarifs, demande de subvention, rapports à Caisse d'allocations familiales (CAF), compte-rendu de réunion, délibérations.	1978-1994
5 Q 15	Crèche et mini-crèche municipales. - Extension, fermeture, gestion et états de présence, contrat petite enfance (1992-1993).	1991-1994
5 Q 16-17	Crèche municipale (quai de la Dérivation).	1971-1982
5 Q 16	Agrément, convention avec la Caisse d'allocations familiales (CAF), plans.	1977-1982
5 Q 17	Correspondance avec la Caisse d'allocations familiales (CAF), la Communauté urbaine de Lille (CUDL), la Protection Maternelle et Infantile (PMI), règlement intérieur.	1971-1972
5 Q 18-20	Mini-crèche (square Victor Hugo).	1982-1994
5 Q 18	Dossiers individuels des enfants inscrits (échantillon par noms de famille commençant par B et T).	1982-1994
5 Q 19	Registres de présence, registre suivi médical, registre de recettes apportées par les familles.	1992-1998
5 Q 20	Registre de menus, registre de tarifs journalier, cahier de suivi « sécurité du bâtiment », règlement intérieur, rapports d'activités, état de présences.	1987-1994
5 Q 21	Centre de soins Schweitzer : circulaire sur le fonctionnement financier.	1983-1987

Protection de la famille, aide nationale aux familles nombreuses, primes pour la natalité

- 5 Q 22 Prime aux familles nombreuses, distribution de layettes (1925-1928), fête des mères (1926-1928). - Organisation : délibérations, livrets de documentation de la démographie, correspondance. 1880-1993

Mutualités, sociétés de secours mutuels

- 5 Q 23 Société de secours mutuels. - Organisation, fonctionnement : notice d'organisation d'une société de secours mutuels d'utilité publique, correspondance, circulaires préfectorales, procès-verbaux d'assemblées générales, statuts. 1853-1954
NB : concerne les sociétés suivantes : caisse de solidarité des employés de l'hôpital psychiatrique d'Armentières, association des employés du commerce et de l'industrie de la ville d'Armentières, société interprofessionnelle de secours mutuels de la région d'Armentières, société de secours mutuels La Famille Armentérienne, société communale de secours mutuels de Saint-Hubert Armentières, société de secours mutuels des chauffeurs et mécaniciens.

Chômage, insertion professionnelle, revenu minimum d'insertion, mission locale

- 5 Q 24 Bureau municipal de placement. - Fonctionnement : arrêté, règlement intérieur, correspondance entre la municipalité et les syndicats, compte-rendu de réunions, règlement de la Caisse Municipale de Chômage, livret « Dispositions législatives et administratives du plan de grands travaux contre le chômage », circulaires et décrets ministériels et préfectoraux, extrait du journal officiel. 1922-1940
- 5 Q 25 Fonds municipal de chômage. - Fonctionnement, attribution d'aides : décrets du Ministère du travail, circulaires préfectorales, délibérations, comptes-rendus de réunions, correspondance, règlement, instructions sur le chômage partiel, dossiers de demande d'adhésion au chômage partiel. 1927-1936
- 5 Q 26 Lutte contre le chômage. - Attribution d'aides aux travailleurs privés d'emploi : délibérations, liste des bénéficiaires ; Mise en place d'un programme d'insertion locale : convention, documentation, correspondance, délibération ; Mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI) : points de situation, statistiques, correspondance ; Gestion de la permanence d'accueil, d'information, et d'orientation d'Armentières (PAIO) : conventions avec la mission locale de Lille, délibérations, convention pour la mise en œuvre du fonds local d'aide à l'insertion des jeunes, rapport du programme « Mieux vivre au quotidien ». 1979-1993

5 Q 27-31	Travail d'utilité collective (TUC) : mise en place, suivi.	1985-1992
5 Q 27	Conventions (1985-1990), états mensuels des primes aux TUC employés par des associations (lycée (GEPEN), école, institutions, Centre d'aide par le travail (CAT)).	1985-1992
5 Q 28	Délibérations, état récapitulatif des primes aux TUC (1987-1989).	1985-1992
5 Q 29	Conventions, états mensuels des primes aux TUC employés par des associations (lycée (GEPEN), école, Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), centre hospitalier, établissement de soins, institutions, maison de retraite).	1985-1991
5 Q 30	Conventions, états mensuels des primes aux TUC employés par des sociétés locales	1985-1991
5 Q 31	Conventions, états mensuels des primes aux TUC employés par des associations (Conseil Général du Nord, centre d'amélioration du logement des Flandres (PACT), chambre de commerce et d'industrie, association régionale pour le tourisme fluvial, Service interconsulaire de formation et de perfectionnement (SIFOP), collège Jean Macé (Lille), association Culture et Liberté).	1985-1987
5 Q 32	Centre d'orientation professionnelle, centre d'information et d'orientation (CIO). - Création, fonctionnement, aménagement, traitement du personnel : plan, correspondance, demande de subvention, délibération, état des salaires du personnel, délibérations.	1956-1981

Aide au logement

5 Q 33	Fonds d'aide aux impayés de loyers (FAIL). - Création de la commission, attribution des aides : note préfectorale, correspondance, documents de travail, compte-rendu de réunion, délibération, tableaux récapitulatifs des aides accordées, listes des organismes bailleurs et des bénéficiaires.	1987-1993
--------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

Centre social

5 Q 34	Centre social Salengro : enquête de quartier, délibérations, factures, conventions, désignation des représentants du conseil municipal.	1983-1993
--------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

Insertion sociale, prévention de la délinquance

5 Q 35	Opération « Prévention été » :correspondance, demande de subvention, rapports d'activités, fiches d'évaluation.	1986-1990
--------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

Prévention et lutte contre la toxicomanie

5 Q 36	Lutte contre la toxicomanie : compte-rendu de réunion et de comité de pilotage, affiches.	1993
--------	-------------------------------------------------------------------------------------------	------